

On se cogne le nez depuis 1977

Discrimination en Ontario

NOUVELLE
 Michel Tremblay

En 1993, face au problème de sur-représentation de la population noire dans les prisons ontariennes, le gouvernement néo-démocrate de la province avait commandé un rapport sur le racisme dans le système de justice.

Selon ce rapport, la proportion de Noirs dans les prisons de l'Ontario a augmenté de 204 % entre 1986-1987 et 1992-1993, comparativement à 23 % pour les Blancs.

Selon le rapport, les forces policière et juridique jouissent d'un pouvoir discrétionnaire car ils doivent souvent prendre des décisions rapides relativement à leurs dossiers, sans en connaître tous les faits. Ce phénomène a pour effet de créer des stéréotypes et des présomptions quant aux Noirs.

Le rapport démontre également que certains policiers et policières arrêtent plus de Noirs que de Blancs et que certains juges font parfois référence à la couleur de la peau d'un accusé dans leur jugement ou bien haussent la sentence des accusés non blancs. Finalement, on note que puisqu'il est plus facile de saisir ceux et celles qui sont au bas de l'échelle, la lutte contre la drogue est également responsable de cette discrimination. Celle-ci met d'ailleurs l'emphase sur la poursuite des petits consommateurs et vendeurs qui, selon le rapport, se retrouvent le plus souvent parmi les Noirs.

En outre, les auteurs du rapport affirment que les Noirs ont moins de chances que les Blancs de se voir accorder une caution. Ils ont aussi plus de chances d'être emprisonnés avant leur procès, le montant de la caution d'un accusé noir étant souvent plus élevé en moyenne que celui d'un Blanc.

On a également étudié les 16 assassinats de Noirs par la police depuis 1978 pour consta-

ter qu'aucun des policiers et policières impliqués n'a été condamné, ce qui choque profondément la communauté noire ontarienne.

Par ailleurs, cette étude propose 79 recommandations afin de lutter contre la discrimination dont sont victimes les Noirs face au système de justice. Elle préconise, entre autres, une meilleure formation des personnes qui travaillent dans l'appareil judiciaire, la mise sur pied d'un système grâce auquel les membres des minorités visibles pourraient se plaindre du racisme à leur égard sans crainte de représailles et l'obligation pour tout policier impliqué dans une fusillade d'une personne de couleur d'être interrogée par une commission d'enquête ou d'être suspendu de ses fonctions.

Selon Aston Hal, un avocat de la communauté noire ontarienne, « nous disposons finalement ici de quelques données qui viennent confirmer ce que nous n'avons cessé de répéter depuis longtemps : les Noirs sont traités différemment, principalement à cause de leur race. » De plus, selon Dudley Laws, un activiste Noir, la communauté noire a très peu de respect envers la police, ce qui, selon lui, réduit les espoirs de dialogue entre Noirs et policiers.

Pour l'instant, les recommandations ne sont toujours pas mises en application. Le gouvernement de l'Ontario est encore en train d'étudier le rapport et donnera ses impressions à une date

ultérieure. Il est question que seulement une des 79 recommandations du rapport (qui a coûté 5 millions de dollars) soit appliquée.

La communauté noire a salué la publication de ce rapport sur le racisme. Par ailleurs, elle craint que le gouvernement conservateur

de Mike Harris, plutôt porté sur la diminution des dépenses, et surtout sur la loi et l'ordre, ne laisse le rapport aux oubliettes. La Ministre de la Justice de l'Ontario dit qu'elle est toujours en train d'étudier le rapport et n'offrira ses commentaires que plus tard.

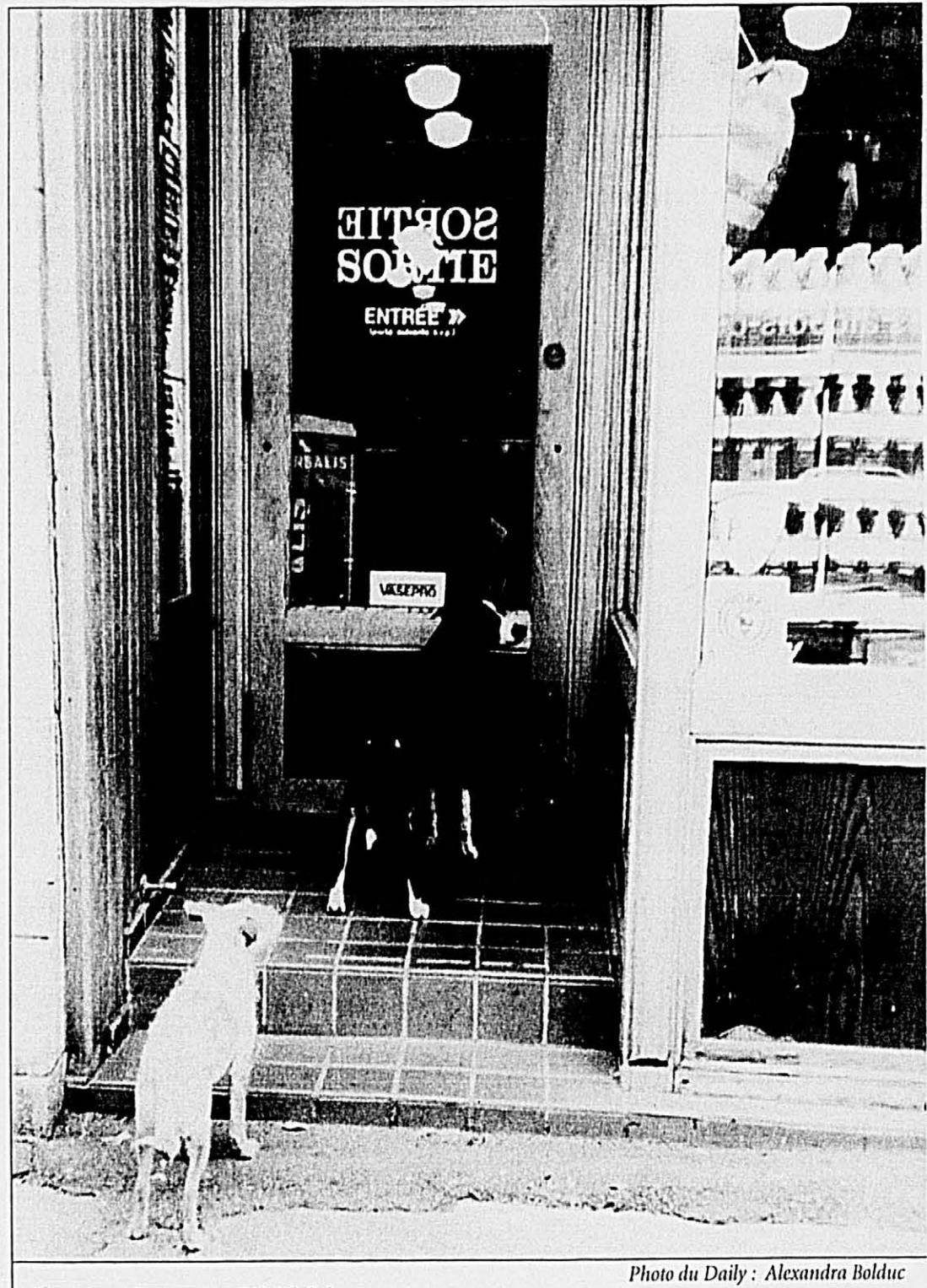


Photo du Daily : Alexandra Bolduc

Le remaniement ministériel...

24 millions en moins pour McGill

BRÈVE
 Bianca Robichaud

L'Université McGill annonçait mercredi dernier des coupures de l'ordre de 24 millions de dollars dans son bud-

get. Ces coupures, qui devront s'étendre sur une période de deux ans, affecteront principalement les dépenses salariales qui constituent environ 85 % du budget de 498 millions de dollars.

Depuis un an déjà, un gel par-

tiel de l'embauche a été imposé et il semble que pour les postes académiques, l'Université diminuera le taux de remplacement en cas de départ. L'Université envisage également de procéder à des retraites anticipées, ce qui risque cepen-

dant d'être une option plus coûteuse à court terme.

Pour faire suite à des démarches déjà entamées, la direction de l'Université envisage de continuer à faire pression auprès du gouvernement pour que ce dernier lui

permette d'effectuer une hausse des frais de scolarité. Soulignons que l'Association des professeurs de McGill avait demandé en décembre dernier une étude de faisabilité concernant cette même question.

ACTIVITÉS

Déjeuner Théâtre au Hall Morrice

Tempus Fugit Carpe Diem et *This is not the circus* seront présentés du 29 janvier au 2 février. Représentations : lundi, mercredi et vendredi à 13h30 et 16h30, mardi et jeudi à 14h00 et 16h00. Une heure superbe à passer pour seulement un dollar ! Pour plus d'informations, contactez le TNC au 398-6600.

• • • • •

Un débat sur le travail dans l'économie globale sera tenu le 31 janvier 1996 à 18h00 au 2149 Mackay, au salon de l'École des Affaires communautaires et publiques de l'Université Concordia. Ce débat mettra en vedette Émile Rajesh au 288-9037.

Valée, analyste politique, Elizabeth Reynolds, ancienne analyste politique, Jacques Garon, directeur de la recherche socio-économique et Duncan Cameron, président du Centre canadien des politiques alternatives. Bienvenue à tout le monde, des rafraîchissements seront servis.

• • • • •

PC McGill (Conservateurs progressistes de McGill) annoncent leur réunion générale mercredi 31 janvier au local 107 de l'édifice Shatner. La réunion débutera à 18h00, avec une session politique à suivre... Tout le monde est bienvenu. Pour plus d'informations, contactez Maja Groff au 845-3258.

• • • • •

Le groupe « Alternatives dans les intérêts de l'éducation » tiendra une discussion et une brève session d'information sur le projet *Atlantis*; un mouvement pour initier à McGill un apprentissage basé sur la participation active de l'étudiant et un dialogue professeur-élève. Si vous n'êtes pas satisfait du statu quo actuel, venez découvrir les Alternatives ! Pour plus d'informations, contactez Maja Groff au 845-3258.

• • • • •

La Société d'action légale de McGill en collaboration avec Interamicus et la Faculté de droit de McGill

présente une conférence sur le thème « Le futur de la réforme législative au Canada ». Cette conférence est ouverte aux membres de la Faculté et à tous les étudiants et étudiantes de McGill. Elle se tiendra le 31 janvier 1996 de 9h00 à 17h00 au 3644 Peel, salle Moot Court. Entrée gratuite.

• • • • •

Le Comité étudiant noir des travailleurs sociaux et l'Association des travailleurs sociaux noirs vous invitent à la commémoration du mois de l'Histoire Noire intitulée « Celebration ». Cet événement se tiendra le 31 janvier de 11h30 à 13h00 au 3505 rue Université, Wilson Hall-salle Wendy Patrick.

McGill Daily français

Le *McGill Daily français* encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du *Daily* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Interhauf Developments inc.

Le *Daily* est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP), de la Presse étudiante du Québec (PEQ), de Publi-PEQ et de Campus Plus.

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

LE MCGILL DAILY FRANÇAIS

rédaction en chef

Emmanuelle M. Latraverse

rédaction nouvelles

Bianca Robichaud

rédaction culture

Loïc Bernard, Marc-Antoine Godin

mise en page

Jean-François E. Corbett, Guillaume Perreault

correction

Sandrine Simonet, Kalina Pluta

Bertrand Ollé, Fanny Jean

collaboration

Hervé Edongo, Tristan E. Landry
Philippe LeMay-Boucher, Pierre
Angers-Nguyen, Louma Attalah, Alain
Huot, Anne Caporal, Magali Boisier,
Michel Tremblay, Erika Julien, Isabel
Gutiérrez, Alexandra Bolduc

LE MCGILL DAILY

coordination de la rédaction

M.-J. Milloy

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedor et Lettie Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03,
Montréal, Québec, H3A 1X9.
(514) 398-6784/5
Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07,
Montréal, Québec, H3A 1X9.
(514) 398-6790
Télécopieur : 398-8318

Situation budgétaire du Québec

NOUVELLE

Philippe LeMay-Boucher

La « Belle Province » a refusé dernièrement le projet péquiste de souveraineté; en attendant la prochaine fois, elle doit faire face à un nouveau défi, soit de diminuer son déficit budgétaire. Sujet préoccupant et très médiatisé s'il en est, il n'est pourtant pas toujours compris de la population.

La situation dans laquelle se trouve le Québec comporte un certain danger. Le problème n'est toutefois pas nouveau. Depuis maintenant plusieurs années, le gouvernement québécois produit un déficit budgétaire important. Toutefois, l'accumulation de ces déficits - celui de l'exercice financier de 1994-95 est de plus de 5,5 milliards \$ - a élevé la dette québécoise à 67 milliards \$. Cette situation inquiète les intervenants des milieux financiers de la province qui craignent de voir le gouvernement perdre le contrôle de ses dépenses. Année après année, le gouvernement se trouve dans l'obligation d'emprunter

pour rembourser ses créanciers étrangers et canadiens.

Plusieurs raisons obligent un gouvernement à produire un déficit budgétaire : baisse inattendue des revenus, taux d'intérêt supérieurs aux prévisions et augmentation des dépenses sont celles évoquées le plus souvent par le Ministère des finances. Cet effet cumulé de plusieurs déficits plus élevés les uns que les autres a projeté la dette du gouvernement du Québec à des niveaux jamais atteints auparavant. Les intérêts à payer aux créanciers augmentent ainsi de façon exponentielle. L'an dernier, les paiements d'intérêt engouffraient rien de moins que près de 15 % des dépenses totales du gouvernement québécois.

Un autre problème intimement relié à la santé budgétaire du Québec vient compliquer les choses. Avec l'augmentation de son déficit, le Québec a davantage de difficultés à attirer des créanciers. Il doit donc offrir des taux d'intérêt alléchants sur ses obligations. Plus le risque que prend un créancier en finançant un gouvernement est important,

plus il demande des rendements élevés. Par ailleurs, en offrant des taux d'intérêt élevés, le gouvernement s'expose en contrepartie à élargir son poste de dépenses consacrées aux paiements d'intérêts. Voilà qu'apparaît un cercle vicieux.

En creusant successivement plusieurs déficits, la dette augmente, puis les taux d'intérêt suivent pour attirer le capital nécessaire à son remboursement. Cet effet combiné gonfle les paiements d'intérêt, et par le fait même, les dépenses gouvernementales et éventuellement le déficit. Ce schéma peut se répéter jusqu'à ce que les créanciers refusent de prêter au gouvernement, prétextant l'incapacité de ce dernier de remettre de l'ordre dans ses finances publiques. Ce point de non-retour marque la faillite de l'État, l'arrêt des dépenses superficielles et le début de l'ingérence des créanciers dans les deniers publics jusqu'à ce que l'équilibre budgétaire soit atteint. Si le Québec en venait à ce point, il subirait une rude épreuve. Du jour au lendemain, les vastes et

généreux programmes sociaux verrait leur existence remise en cause.

Le Québec est-il en danger de faire faillite ? « Non, nous ne sommes pas en danger. En revanche, c'est arrivé en Alberta à la fin des années 30 en pleine dépression et trois fois au Mexique

en 150 ans, mais nous sommes loin de là », explique William Watson, professeur d'économie à l'Université McGill. Pour éviter la faillite, le gouvernement du Québec doit freiner ses dépenses ou taxer davantage les contribuables. Paradoxalement, le Québec est la province la plus taxée et la plus endettée du pays.

Augmenter le fardeau fiscal des électeurs serait certainement politiquement impopulaire. Restent donc les coupures budgétaires qui offrent l'avantage de démontrer que le gouvernement lui-même fait un effort. Mais où sabrer ?

« Dans l'administration publique, plus de 180 agences provinciales existent, en fermer 20 aurait peu de conséquences pour les électeurs. Les subventions aux

entreprises doivent aussi être revues à la baisse ou éliminées. Le gouvernement pourrait également se départir de quelques sociétés d'État comme la Société des Alcools du Québec » réplique M. Watson. Plusieurs options sont en effet possibles.

Le Québec, province à tradition sociale-démocrate, est d'ailleurs la dernière à entreprendre des coupures massives. Ces coupures devront malgré tout se faire avec l'accord de la population.

« L'opinion publique est prête à faire face aux coupures. Bien sûr, les travailleurs concernés manifestent leur désaccord mais l'ensemble des électeurs approuvera le processus », suggère M. Watson.

Cela indique bien le changement d'attitude qui s'est opéré depuis les années 80. Reste à savoir quelles décisions prendront les dirigeants gouvernementaux. Cette dette est en train de changer fondamentalement la façon de faire de la politique au Québec. Est-ce pour le meilleur ou pour le pire ? L'équilibre budgétaire nous le dira...

Soucieux d'informer les Québécois et les Québécoises de son « savoir-faire » politique, le Premier ministre Chrétien a envoyé la semaine dernière dans tous les foyers de la province une brochure démontrant qu'il a honoré ses promesses faites lors du dernier référendum.

Dans ce document « Parole donnée, parole tenue », le gouvernement Fédéral se vante d'avoir écouté ses « compatriotes québécois » et mis en œuvre des mesures favorables au maintien de l'unité canadienne. À ce chapitre, les politiques entreprises par Ottawa se résument à trois éléments : l'adoption d'un statut de société distincte pour le Québec, la création d'un droit de veto pour les régions et le rapatriement aux provinces des pouvoirs dans le secteur de la formation de la main-d'œuvre.

A-t-on vraiment écouté les demandes du Québec ?

En ce qui concerne la société distincte, la brochure retranscrit un court extrait d'un discours de M. Chrétien dans les derniers jours de la campagne référendaire. Dans cette déclaration, ce dernier affirme, en parlant de la société distincte, avoir « appuyé cette position dans le passé », « l'appuie[r] aujourd'hui » et « l'appuyer dans l'avenir en toute circonstance ».

À lire cette allocution pleine de sincérité, M. Chrétien réussit presque à se faire passer pour un « grand québécois », toujours prêt à se lancer dans la fosse aux lions pour défendre le caractère distinct du peuple québécois. Et les années 1989, 1982... dans tout cela, effacées ? Cette promesse rassurante ne vient-elle pas du personnage qui avait le plus publiquement décrié l'accord du Lac Meech et le projet de « société distincte » ? Le Premier ministre d'aujourd'hui n'est-il pas le même Jean Chrétien qui, alors Chef de l'opposition, avait forgé une alliance politique avec le Premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, pour laisser mourir à petit feu ce projet qui aurait légalisé et officialisé cette clause de société distincte ?

Peu importe le document, M. Chrétien ne convainc personne. Il n'a jamais été favorable au projet de société distincte pour le Québec, et ne le sera jamais sincèrement. Le fait d'avoir passé une loi concernant le caractère distinct du Québec à la Chambre des communes n'ayant que peu de répercussions le démontre bien. Cette reconnaissance n'est qu'une « coquille vide », promise du bout des lèvres par un Premier ministre

Les « promesses » référendaires du Gouvernement Chrétien

Parole donnée, parole vide

pris de panique à la fin du dernier épisode référendaire. Sans être ancrée dans la Constitution canadienne, cette résolution purement symbolique n'aura aucune influence là où ça compte, soit devant la Cour Suprême du Canada.

Un droit de veto pour le statu quo

La seconde promesse du gouvernement Chrétien, le projet de veto régional, est offerte aux Québécoises et Québécois avec le même élan national-patriotique.

Le Canada a toujours su s'adapter et changer pour refléter les aspirations de ses citoyens. Nous avons fait des changements dans le passé. Nous en faisons actuellement et nous continuerons d'en faire dans l'avenir.

- Jean Chrétien

Elle stipule que, dorénavant, un droit de veto concernant tout changement constitutionnel sera partagé par le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique, l'Alberta, les Prairies et l'Atlantique.

À première vue, ce geste de la

part du Fédéral semble être en accord avec les revendications antérieures du Québec. Sous le nouveau régime, aucune négociation constitutionnelle ne pourra se faire sans un consentement québécois, évitant ainsi d'autres nuits des longs couteaux. Toutefois, ce veto régional anéantit également toute possibilité de nouvelles négociations constitutionnelles favorables aux demandes québécoises. N'importe quelle province ou région possédant un veto peut, elle aussi, s'en servir pour freiner la mise en œuvre des revendications du Québec. Une situation fort probable vu le résultat des dernières négociations constitutionnelles...

Voilà donc un véritable couteau à double tranchant que nous proposons le Premier ministre Chrétien, une politique qui lui permettra d'institutionnaliser le « statu quo canadien » et d'aller à l'encontre des demandes de changements exigées par le peuple

québécois lors du dernier référendum. Entre ceci et la clause du Lac Meech, vivement critiquée par M. Chrétien, requérant l'unanimité en matière de changements constitutionnels, il n'y existe que peu de différence.

Loin de la décentralisation promise

Comme dernière réalisation, le Fédéral prévoit de laisser aux provinces pleine juridiction dans le domaine de la formation de la main-d'œuvre. À ce chapitre, peut-on penser à un cadeau aux provinces de la part du Fédéral ? Signe d'un nouveau mouvement de décentralisation ? Nullement. En maintenant ses « normes nationales », le Fédéral donne essentiellement un cadeau « empoisonné » aux provinces et au Québec.

Avec un fardeau financier accru et une marge de manœuvre limitée en raison de ces normes, les provinces, et plus particulièrement le Québec, ont fort à faire pour

Le document « Parole donnée, parole tenue » en bref...

Dans ce document publié par le Gouvernement du Canada, le Premier ministre Jean Chrétien soutient qu'il a respecté ses trois engagements pris lors du dernier référendum, soient : la reconnaissance du Québec comme société distincte, l'obtention d'un droit de veto constitutionnel pour le Québec, la décentralisation des décisions et les services aux citoyens.

Ces initiatives du gouvernement ont été prises avec l'intention d'engager le Canada sur la voie du changement après le scrutin serré du dernier référendum québécois. On peut donc voir dans ce document, ainsi que dans les politiques qu'il propose, un prélude aux actions politiques du fédéral concernant le Québec.

rentabiliser les nouveaux acquis que lui concède si « généreusement » le Fédéral. En maintenant les normes, Ottawa réussit à garder, pour pas cher, la mainmise sur la formation de la main-d'œuvre. Comme Lucien Bouchard l'a si bien dit la semaine dernière : « Ils [fédéralistes] n'ont rien compris à la décentralisation.

Je l'ai dit et je le répète : je suis d'accord. J'ai appuyé cette position dans le passé, je l'appuie aujourd'hui et je l'appuierai dans l'avenir, en toute circonstance.

- Jean Chrétien

On veut avoir la gestion des programmes, mais on veut aussi avoir les pouvoirs qui viennent avec.»

Pendant ce temps, à Ottawa, on se frotte les mains en croyant renouveler notre bien-aimé Canada. Comme semble le souligner la brochure, Ottawa pense avoir déniché une recette miracle au problème québécois. Une touche de « société distincte » diluée, un soupçon de pouvoirs inutiles, un peu de statu quo, quelques pirouettes centralisatrices et « POUF ! », le tour est joué.

Erreur. On la connaît déjà cette recette M. Chrétien, M. Trudeau nous y a déjà fait goûter...

Tristan-E. Landry pour l'équipe du McGill Daily français

Ah que la pluie a mouillé

À vous tous et toutes qui vous sentez déprimés ces derniers temps à cause du mauvais temps. Faites du changement dans votre vie et venez nous voir au McGill Daily français. Rien de mieux pour se changer les idées que d'écrire en bonne compagnie.

Prenez votre parapluie et bravez les intempéries

Pour venir nous retrouver au local B-03 de l'édifice Shatner ce soir à 17h30.

MANUFACTURING CONSENT - NOAM CHOMSKY ET LES MÉDIAS

Messe Média

CINÉMA
Alain HuotPHOTO
Jerry Berndt

Est-il nécessaire et légitime d'utiliser l'illusion pour faire fonctionner la démocratie ? Tout porte à croire que Noam Chomsky n'est prêt à s'accommoder que de la vérité. Rendre justice aux positions d'un tel personnage est le pari du documentaire de Peter Wintonick et Mark Achbar, *Manufacturing Consent: Noam Chomsky and the Media*. Ce film, produit par l'ONF en 1992, est présenté à nouveau cette semaine au cinéma ONE.

Manufacturing Consent fait œuvre didactique en racontant le parcours intellectuel et l'engagement de Noam Chomsky. Grammairien, philosophe et père de la linguistique cartésienne, ce professeur au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) est la figure même de l'intellectuel engagé. Depuis qu'il s'est opposé à l'intervention américaine au Viêt-Nam, le respecté penseur rationaliste n'a jamais cessé de consacrer son énergie aux débats publics.

Monsieur Chomsky a publié en 1991 une analyse institutionnelle très pertinente du monde des médias. L'auteur y parle des puissants intérêts qui contrôlent les moyens de diffusion de l'information.

Ces intérêts, observe-t-il, sont impliqués dans plusieurs secteurs de l'économie dont la survie dépend de décisions politiques. Impératif, donc, de se gagner l'assentiment de l'opinion publique. La politique étrangère des États-Unis, par exemple, si rentable pour la puissante industrie militaire, se justifie par le prétexte, comme la défense de la démocratie au Koweït ou la promotion d'un nouvel ordre mondial. Comment les électeurs et électrices peuvent-ils résister à la tentation de participer à l'Histoire ?

La mise en scène des élections par

des pros de l'image et des relations publiques est un autre exemple de ce « consentement manufacturé » illustré par le film. Noam Chomsky prononce à ce sujet le mot tabou de « propagande »; selon lui, elle

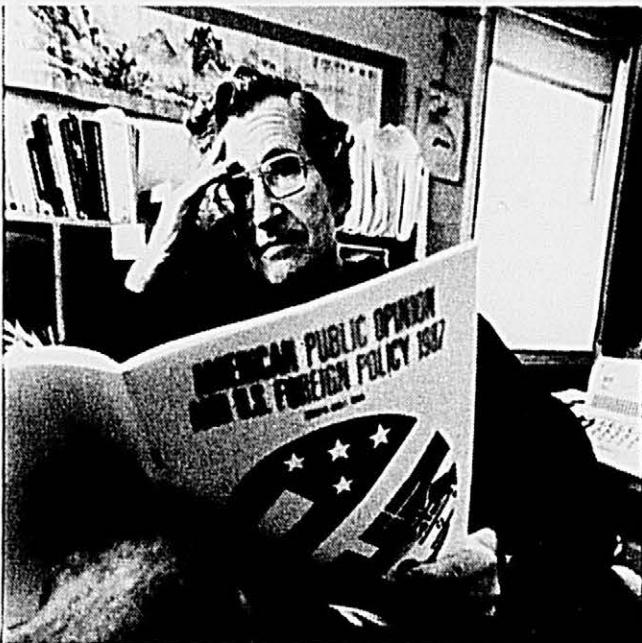
découtagent les idées nouvelles et favorisent le point de vue le plus commun, c'est-à-dire celui des intérêts dominants. De plus, les médias accordent une attention disproportionnée à des trivialités

(faits divers, sport) qui détournent l'attention du public des problèmes plus significatifs. La couverture minimale en Occident des massacres perpétrés au Timor oriental par un régime ami des politiques américaines est utilisée comme élément de preuve.

Une analyse aussi peu rassurante provoque des résistances, mais aussi beaucoup de scepticisme. Il faut donc explorer de nouvelles avenues. Parmi les alternatives possibles, les médias communautaires sont souvent évoqués. Les radios libres et les journaux

supportés par leur lectorat (et la presse étudiante, pourrait-on ajouter) constituent les voix potentielles d'une autre information.

Le film de MM. Wintonick et Achbar fait donc partie du nombre des productions médiatiques qui



remplit dans les sociétés démocratiques les mêmes fonctions que la terreur dans les régimes totalitaires.

Patiemment, le film suit toutes les étapes du raisonnement du philosophe. Les formes et les contraintes de la presse commerciale (écrite et électronique), soutient-il,

Suite en page 6

THÉÂTRE
Magali Boisier.

Une pilule verte et un philosophe lubrique sur une scène de cirque, voilà de quoi concocter un stratagème où « le sexe et la mort se livrent une lutte sans merci ».

Voilà ce que propose la compagnie *Imagina Mundi* dans la pièce *Les Grâces et les épouvantails ou la Pilule verte*. Cette jeune troupe offre un théâtre osé aux formes nouvelles. Pour leur première pièce, les artistes d'*Imagina Mundi* ont choisi de nous faire pénétrer dans l'univers sulfureux du Polonais Stanislas Ignacy Witkiewicz.

Comédie avec cadavres en deux actes et trois tableaux, *La Pilule verte* met en scène le déchirement des êtres et de la société dans leur quête d'absolu. Comme le dit Chantal Labrecque, metteure en scène, « il s'agit effectivement d'une comédie. L'intrigue est comique mais ce qui sous-tend le texte est beaucoup plus lourd : la quête du plaisir, de l'absolu, l'individualité poussée à l'extrême, pour aboutir finalement à la destruction de l'individu, le cadavre ». Heureusement pour nous, le rire vient adoucir les confrontations de ces hommes et femmes qui s'aiment et se déchirent les uns les autres. Car si la mort est au

JUSTINE ET LA LÉGENDE DE LA PLUIE

La musique actuelle perd de ses plumes... québécoises

MUSIQUE
Loïc BernardPHOTO
Céline Côté

L'art actuel est une branche artistique qui devient de plus en plus accessible et acceptée par les masses populaires au Québec. L'éclatement des formes traditionnelles en art visuel et en danse sont aujourd'hui reconnues comme une évolution normale de l'art.

Malheureusement, l'éclatement de la forme musicale ne connaît pas le même succès.

Justine fait partie de ces groupes de musique d'avant-garde qui ne parviennent pas à percer le marché de l'art actuel au Québec. « La musique actuelle tarde à avoir sa place dans l'art actuel. Dans la musique, il y a beaucoup de résistance à comprendre la démarche artistique qui est pourtant la même que celle utilisée pour la danse ou l'art visuel », affirme Danielle P. Roger, percussionniste de Justine. Celle-ci rajoute que « la musique avec son approche classique de l'harmonie fait que le public et

les médias conventionnels résistent beaucoup à l'éclatement de la forme musicale. Il est donc difficile de trouver un soutien de la part de ces gens-là ». Les « théoriciens » de l'art actuel deviennent donc les artistes eux-mêmes.

Depuis sa création en 1980, ce groupe de femmes, autrefois connu sous le nom de Wonderbrass, persévere dans la création et la continuation d'un art qui, d'après les membres de Justine, ne parvient pas à trouver sa place au Québec, un espace qu'elles jugent « trop restreint ».

Cependant, le quatuor féminin Justine est de retour à Montréal après avoir connu un énorme succès lors de sa tournée européenne. Elles présentent cette semaine leur premier spectacle de l'année 96. Leur répertoire se fonde sur *La légende de la pluie*, une série de sept tableaux écrits par cinq compositrices dont Joane Hétu, Danielle P. Roger et Diane Labrosse auxquelles se sont rajoutées Tenko, originaire du Japon, et Zina Parkins, de New York.

Ces sept tableaux se fondent sur des atmosphères, dont le thème principal est la pluie. Présenté dans le cadre du festival

Montréal Musique actuelle - *New Music America*, ce projet ne fut joué qu'une seule fois.

La légende de la pluie refait donc surface après avoir été très en demande notamment lors de

nombreuse. Les membres de Justine affirment également que l'esprit européen est plus ouvert à diverses formes de recherche musicale.

Les tournées se faisant de plus en plus nombreuses et rentables en Europe pour elles, les membres de Justine songent individuellement à s'installer là-bas car comme l'affirme Mme. Roger, « à chaque fois qu'on y va, on est tenté, on est appâté par ce marché qui ne demande qu'à nous recevoir ».

En demandant à Mme. Roger la façon la plus directe de présenter à la masse populaire ce qu'est la musique actuelle et ce que représente Justine, elle répond : « Justine est pour la musique actuelle ce que Picasso est pour la peinture ». Avec ses sept tableaux, *La Légende de la pluie* ne devra donc pas être prise au premier degré, mais demandera une écoute attentive.

Justine en concert du 31 janvier au 4 février au Théâtre La Chapelle, 3700, rue St-Dominique (entre la rue Prince-Arthur et l'avenue Des Pins), à 20h00.

Prix d'entrée : 12\$: 8\$ à la pré-vente, jusqu'au 31 janvier.

Réservez : 843-7738



Danielle P. Roger, Marie Trudeau, Joane Hétu, Diane Labrosse

leur passage à Berlin. *La légende de la pluie* ne sera cette fois-ci orchestrée que pour les quatre interprètes de Justine, elles se répartiront donc la cinquième partition.

La plupart des groupes de musique actuelle se voient donc forcés d'exporter leur art et ce, en grande partie vers l'Europe, là où un bassin de population plus large permet d'avoir une audience proportionnellement plus

ES ET L'ÉPOUVANTAIL OU LA PILULE VERTE

De quoi vous dorer la Pilule

une place de choix dans cette comédie extraordinaire. Il se conjugue au féminin et au masculin, en doux regards innocents et en scènes des plus libidineuses. « C'est une histoire sauvage comme un beau mauvais rêve ».

L'univers de Witkiewicz est un monde où les extrêmes s'affrontent : l'unité contre la multitude, la vie contre la mort, la pureté contre la perversité, la spiritualité contre la bestialité. Chaque personnage est d'un type particulier : Lorbyro, un philosophe prônant le renoncement aux plaisirs sensuels, s'oppose à Sofia, symbole de la femme fatale, tandis qu'un petit garçon naïf et innocent, Tarquinio, se perd en pensées nobles et élévées. Mandelbaum, pour sa part, est une étrange marionnette, un véritable Bouffon servile qui a succombé aux charmes dangereux de Sofia-la-séductrice, la reine de la luxure et des plaisirs interdits.

Mais les personnages de cette pièce sont-ils des stéréotypes ou des entités complexes imbriquées les unes dans les autres? Comme le dit Chantal Labrecque, « chacun est libre d'interpréter la pièce comme il l'entend. Nous n'avons pas voulu imposer une interprétation plutôt qu'une

autre.»

Peintre, dramaturge et romancier de l'entre-deux guerres, Witkiewicz avait élaboré des théories complexes où l'ordre et la



folie se côtoient. Son univers théâtral, basé sur la rencontre des contraires, a donc donné des œuvres provocantes, que *Les*

Grâces et les épouvantails ou la Pilule verte représente bien.

Bien qu'écrite dans les années 1920, cette pièce est toujours d'actualité. Chantal Labrecque confirme que « les thèmes que l'auteur privilégiait en 1920 sont encore valables aujourd'hui et ils le seront encore malheureusement dans plusieurs années. Je pense en particulier à la surspécialisation des individus, qui amène la société à la mort complète. Cela existe encore et si on ne fait rien, ça restera ainsi.»

Quant au texte lui-même, Chantal Labrecque explique que « nous avons fait beaucoup de coupures mais nous sommes malgré tout restés fidèles au style de l'auteur ». Sa recherche de l'essentiel s'est ainsi traduite par un minimum de personnages sur scène et une adaptation du texte qui laisse une place plus large à l'utilisation du corps et des arts visuels. « On a voulu aller au maximum des possibilités que nous offraient l'expression corporelle et visuelle, mais on ne montre pas pour montrer, il faut montrer et que cela ait un sens.»

précise Mme. Labrecque

Ainsi les corps expriment avec force ce que le texte ne faisait qu'énoncer. Les jeux corporels, qui vont du mime aux figures de trapèzes, se mêlent aux éclairages colorés et aux sons saccades d'une musique intemporelle. De vrais tableaux impressionnistes !

L'atmosphère de la pièce est étrange : les personnages, par exemple, donnent l'impression d'être projetés en ombres chinoises. Dans cette nouvelle dimension, ils se transforment en de dérisoires pantins, des marionnettes perdues au sein d'un monde qu'elles ne contrôlent ni ne comprennent.

La mise en scène dispose également des membres humains disloqués accrochés aux murs et des trapèzes qui se balancent de part et d'autre de la scène. « Les trapèzes n'ont pas de signification propre, explique Chantal Labrecque, sinon celle de recréer des cadres... vides. L'auteur ne voulait pas de toiles dans ses pièces » Grâce à la scénographie, les trapèzes apportent une impression de cohérence, d'étrangeté et de légèreté qui, avec le travail physique des acteurs, atténue le contenu un peu sombre

des propos.

Selon la metteure en scène, c'est un univers intemporel qui est recréé sur scène. Rien ne permet en effet de se faire des repères. Il n'y a ni dates, ni décors suggestifs. Les costumes pourraient être inspirés du Moyen-Age, des années 1920, ou encore provenir du futur. « Tout est libre d'interprétation et c'est la raison pour laquelle la pièce a été choisie. Nous avions la possibilité de faire ce que nous voulions ».

Alors, une mise en scène audacieuse et résolument extrémiste ? Chantal Labrecque l'admet. « On ne peut pas rester indifférent devant une telle pièce, dit-elle, on aime ou on déteste. Nous avons cherché les extrêmes ». D'où vient alors cette impression d'harmonie qui se dégage de tous ces éléments mis ensemble, comme une unité dans la multiplicité ? ...A vous de voir !

Les Grâces et les épouvantails ou la Pilule Verte. Du 24 janvier au 17 Février, du mardi au samedi à 20h30 à la salle Fred Bary de la NCT. 4353 St. Catherine Est. Prix étudiant : 12\$. Réservations : 253-8974.

LE SALON DES OMBRES

Du Théâtre en projection

ARTS VISUELS
Louma Atallah

A lors que le monde interactif et virtuel s'introduit de plus en plus dans nos vies, le voici qui fait son entrée dans le domaine du théâtre. Luc Courchesne vient de créer un nouveau concept théâtral, le théâtre interactif (ou « hyperthéâtre »), dans lequel un dialogue s'élabore entre un public et des personnages virtuels.

Le Salon des ombres est la nouvelle œuvre de ce créateur présenté comme l'un des pionniers de la vidéo interactive. Jusqu'à tout récemment, l'artiste s'était concentré sur le portrait vidéo. Maintenant il nous propose, au Musée d'art contemporain, bien plus qu'un portrait : une rencontre avec quatre personnages virtuels qui, tout comme les personnages théâtraux, ont une certaine psychologie, des intérêts particuliers et une histoire unique.

Contrairement au théâtre traditionnel, le public n'est pas un simple spectateur; ici, le public est participant, voire acteur. A l'aide d'une souris d'ordinateur, le public choisit une question parmi celles qui sont proposées par le créateur, attend la réponse préprogrammée de son interlocuteur, et ainsi s'engage une conversation. Le tout débute lentement, de façon superficielle, mais cela peut s'approfondir et devenir intéressant. Ainsi, au fil du dialogue, les interlocuteurs et interlocutrices sont amenés à l'intrigue théâtrale et

éventuellement à sa résolution.

Cette nouvelle forme artistique, ce nouveau théâtre, fait du public un élément nécessaire à sa présentation. En somme, le public devient une condition à l'existence de ce théâtre, qui fait de l'œuvre d'art une création presque collective. Cet appel au spectateur permet d'unir l'art et la technologie, deux formes de création qui, de plus en plus, vont de pair. Il convient donc d'appeler le *Salon des ombres* de « l'art technologique ».

Les spectateurs et spectatrices ne devraient cependant pas s'embarrasser outre mesure devant le nouveau rôle qu'on leur donne. Car en fait leur pouvoir est limité... et bien loin d'être déterminant : les options sont déjà déterminées et il ne s'agit pour le public que d'en choisir une. Les acteurs, par conséquent, restent maîtres du jeu et dirigent l'évolution du scénario. Ainsi, le visiteur ne peut discuter que des thèmes qui intéressent les personnages (l'obscurité, les recettes de cuisine, le synchronisme...) sans pouvoir faire aucune intervention vraiment personnelle.

Cela dit, tous les problèmes techniques rencontrés pendant la présentation montrent encore le stade embryonnaire de ce projet

ambitieux. Pendant la

démonstration de M. Courchesne, ainsi que pendant l'essai public, des ennuis techniques ont sans cesse interrompu le déroulement du dialogue et empêché la présentation complète de l'œuvre. Tous ces petits incidents engendrent de sérieuses questions sur cet art technologique : est-ce qu'une œuvre d'art peut ne pas exister à cause de problèmes techniques ? Une œuvre d'art n'existe-t-elle pas tout simplement ? Une œuvre d'art ne « fonctionne » pas, elle existe.

L'œuvre de M. Courchesne met l'art au service de la technologie, qui elle, devient une fin plutôt qu'un moyen. La technologie étant en perpétuelle évolution, son utilisation comme fin artistique modifierait la notion traditionnelle de l'art comme œuvre achevée.

Le Salon des ombres est donc un théâtre interactif où personnages virtuels et public s'échangent des idées plus ou moins personnelles et construisent un scénario plus ou moins arbitraire. Il ne se veut pourtant pas une menace au théâtre traditionnel. Mais sera-t-il longtemps considéré comme une œuvre artistique ? Il faudra au moins attendre la mise au point du système pour le savoir.

ARTS VISUELS
Pierre Angers-Nguyen

L'estampe est un art qui demeure traditionnel malgré l'avènement de nouvelles technologies. La sérigraphie, l'eau forte, la lithographie et la xylographie sont des techniques toujours présentes dans le domaine de la gravure et de l'estampe.

L'Atelier Circulaire, situé au nord du centre-ville de Montréal, nous présente *Monochrome Plus*, une exposition du



Nattes de Christiane Roy

Conseil québécois de l'estampe, regroupant les œuvres de vingt-sept graveurs et graveuses du Québec. Parmi les œuvres présentées ressortent *Nattes* de Christiane Roy, ainsi que le beau paysage foncé de Bernardo Carrara intitulé *Soir d'été sur l'île d'Ios*. L'œil est aussi attiré par les imposantes presses manuelles, au centre de l'exposition.

Cette salle d'exposition sert

également de lieu de créativité où les artistes comme Elmyna Bouchard peuvent y travailler leur art. « L'estampe est faite à partir d'une matrice » explique-t-elle. « La matrice, c'est la planche où l'on grave les lignes et formes qui façonnent l'estampe. Elles sont de divers matériaux, tels le bois, le plexiglas et différents métaux.

Le choix d'une matrice influence justement beaucoup le résultat final ». Ce concept est très bien illustré par *Poisson gris-1*, de Bernice L. Sorge. On y voit les traces de copeaux de bois, typiques à une planche d'aspente.

L'Atelier Circulaire se veut également un lieu d'échanges, où l'on peut apprendre à graver. Cet atelier est accessible à tous.

Monochrome plus, présenté tous les jours de 11 heures à 17 heures, jusqu'au 13 février. L'Atelier Circulaire, 40, Molière Est (coin St-Laurent, métro de Castelnau). Tél. 272-8874.

AU MEXIQUE :

Les Paysans contre le néolibéralisme déguisé en club de golf

INTERNATIONAL
Erika Julien et Isabel Gutiérrez

Tepoztlán, petit village de l'État de Morelos situé à 70 km de la capitale mexicaine, et abritant un parc national et une zone écologique protégée, est en rébellion ouverte contre les autorités fédérales et régionales mexicaines.

La révolte de la population tepoztèque

Depuis le 24 août dernier, farouchement opposée au projet d'implantation d'un Club de Golf de 187 hectares assorti de 800 résidences de luxe, d'un centre commercial et d'un parc industriel de haute technologie, la population de Tepoztlán a pris d'assaut la mairie, chassé les autorités, et bloqué les principales routes d'accès au village.

Les Tepoztèques, très rapidement relayés par les populations des communautés voisines, des intellectuels, des organisations écologistes et populaires diverses, dénoncent les aberrations du projet de club de golf et ses conséquences scandaleuses.

Les commerçants, également opposés au projet, ont décidé de payer leurs impôts directement à un conseil municipal provisoire aussitôt désigné par une assemblée populaire. Aidé du Comité d'unité tepoztèque (CUT), et avec l'appui massif de la population, le nouveau conseil municipal a pris les affaires en main et assuré très efficacement les services municipaux. Depuis que la police municipale a suivi l'ancien maire en exil à Cuernavaca, la délinquance a même diminué.

La population tepoztèque est très organisée et fait preuve d'une grande unité. Ce n'est pas pour rien que le Morelos est la patrie de Zapata, dont le portrait flotte de nouveau

aujourd'hui sur le fronton de la mairie. Les tepoztèques ont repris la devise de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) : « commander en obéissant ». D'ailleurs, les zapatistes, depuis le fond de la forêt du Chiapas, ont envoyé un message de soutien aux Tepoztèques.

Le 24 septembre, les Tepoztèques ont franchi un nouveau pas en organisant leur propres élections. Le nouveau conseil municipal a alors posé des exigences très claires : reprise des négociations avec le gouvernement, arrêt total du projet de golf, reconnaissance des élections libres populaires et annulation des poursuites juridiques contre les membres du CUT.

Malgré la détermination populaire, le Procureur fédéral de la protection de l'environnement (Profepla) a annoncé le 28 novembre dernier la réouverture du projet devant l'engagement de KS, le consortium qui promeut le projet, de laisser intacte la partie nord du terrain convoité où se trouve une forêt de chênes. De son côté, le gouvernement de l'État de Morelos a accepté le « dézonage » du sol en litige qui fait pourtant partie des terres communales tepoztèques.

Réagissant à cette déclaration, le Comité d'unité tepoztèque (CUT) a appelé le 29 novembre à une lutte frontale et finale contre le méga-projet, déclarant « rompus définitivement les pourparlers avec le gouvernement de l'État ». Une requête en justice a été signée par les paysans contre le gouverneur de l'état pour trafic d'influence et abus de pouvoir, et contre le consortium KS pour dommage et dépossession. Le représentant des terres communales a réitéré que les terrains convoités appartiennent au peuple tepoztèque et qu'il ne renoncerait pas à ses

propriétés qui ont été déclarées « zone écologique » par un décret présidentiel de 1936.

La tension a monté à Tepoztlán et le 2 décembre une fusillade a fait un mort. Quatre personnes dans l'entourage du maire en exil sont signalées comme agresseurs, trouvées en présence d'armes, puis mises en garde à vue. Le 25 décembre, le Procureur de justice a annoncé l'émission de mandats d'arrestation contre 14 membres du CUT en relation à cette affaire...

Un autre écologique

La population tepoztèque dispose d'eau potable pendant à peine huit heures par semaine. Or, le gazon du golf a besoin de cette précieuse ressource. Les calculs montrent que chaque mètre carré de gazon consommerait chaque jour trois fois plus d'eau qu'un habitant de Tepoztlán. Qu'à cela ne tienne ! L'entreprise qui promeut le projet a déjà obtenu l'autorisation de forer trois puits exclusifs.

Tepoztlán abrite l'une des dernières réserves écologiques des alentours de Mexico. Elle permet notamment le renouvellement de la nappe phréatique et la génération d'un peu d'air pur à 30 km de la ville la plus polluée du monde. Les associations écologistes, Greenpeace incluse, dénoncent les effets dévastateurs sur la flore, la faune et l'eau, causés par les milliers de tonnes d'engrais et d'insecticides indispensables au bon entretien de la pelouse. Il faut également compter que les meilleures terres agricoles de la vallée seraient irrémédiablement affectées par le nouveau terrain de golf.

Enfin, comme le résume la présidente du Conseil national de la culture Náhuatl, María Malitzín Ansúrez, « Tepoztlán fait partie du chemin sacré des populations indiennes. De-

puis les années cinquante, leur territoire a été envahi par les gens riches et des étrangers, qui ont contribué à l'érosion de la culture locale. »

Le contrôle d'une grande corporation

Le consortium KS, comporte de grands noms dont une des plus grandes chaînes de télévision nationale, Télévision Azteca, l'entreprise nord-américaine d'informatique GTE, de nombreux banquiers et hommes politiques et même des capitaux italiens, sur l'origine desquels pèsent pourtant de lourdes soupçons depuis l'opération "mains propres" en Italie. Il est évident que ce groupe ne semble pas disposé à se laisser barrer la route par quelques paysans.

KS bénéficie d'ailleurs de considérables appuis politiques. Même l'Institut national écologique (INE) lui avait accordé les permis nécessaires, avant de revenir sur sa décision face au scandale, bloquant indéfiniment le projet le 8 septembre dernier.

Des milliards sont en jeu. Les riches pensent à leurs loisirs et cherchent des solutions pour quitter les grandes métropoles rendues inhabitables par la pollution. Les habitants et habitantes de Tepoztlán sont donc choqués de voir les affairistes, milliardaires et narco-trafiquants se construire des golfs dans leur portion de paradis, accaparant l'eau, l'air et la terre.

Alors que le gouvernement vient de proposer à l'EZLN de négocier le thème des droits des peuples indiens, saura-t-il se montrer prêt à respecter enfin la volonté populaire et fortement indienne de Tepoztlán ? Depuis le 1er janvier 1994, les clamours diffuses sont devenues assourdissantes, et de l'ensemble du pays monte un grondement très profond : « À bas le mauvais gouvernement, démocratie, justice, paix et dignité ! »

Après le massacre, le jugement

NOUVELLE
Hervé Edongo

Presque deux ans après les massacres du Rwanda, le Tribunal International pour le Rwanda (TPIR) a décidé de retrouver les auteurs du génocide des populations Tutsies. Le but de cette initiative est justement de rassembler des preuves contre les responsables Hutus pour un prochain procès international.

C'est l'équipe composée de médecins légistes, d'anthropologues et d'archéologues d'une association américaine, « Physicians for Human Rights », qui a été chargée par le TPIR d'exhumer des charniers dans l'ouest du pays. C'est dans l'église du village de Kibuye que ces spécialistes ont le plus à faire. En effet, des milliers de restes humains y ont été retrouvés; ce qui, pour l'instant, re-

présente la preuve de génocide la plus importante contre les responsables Hutus. Le TPIR a d'ailleurs annoncé qu'il détient déjà une liste d'accusés, mais il se garde d'en révéler les noms.

L'opération est entièrement supervisée par les Nations-Unis, mais bénéficie toutefois d'un important soutien américain. La représentante des États-Unis auprès des Nations-Unis, Madeleine Albright, s'est elle-même rendue sur place au Rwanda. Elle en a profité pour féliciter l'initiative du TPIR et s'est entretenue avec le président rwandais Bizimungu.

Pendant ce temps, des milliers de réfugiés rwandais s'entassent toujours dans des camps au Zaïre. Ils ne semblent apparemment pas décidés à retourner dans leur pays, ni ne sont impressionnés par cette tentative voulant leur faire justice.

Messe Média

...Suite de la page 4

éclairent plutôt que de distraire. Il présente aussi un indéniable intérêt sur le plan esthétique, avec ses audaces formelles et la richesse de son langage visuel. Le film a aussi, pourrait-on lui reprocher, certains des tics des nouveaux documentaires, façon *Roger and me*, comme l'inclusion d'éléments ludiques et fantaisistes, qui nuisent à la rigueur du propos. Par exemple, une série de scènes a été tournée avec plus ou moins de bonheur dans une ville de Pennsylvanie qui se nomme par hasard Media.

Quoiqu'il en soit, au-delà de ces quelques imperfections, *Manufacturing Consent* reste un outil de réflexion majeur qu'il faut voir... ou revoir.

Manufacturing Consent: Noam Chomsky and the Media

Documentaire de 167 minutes, par Peter Wintonick et Mark Achbar.

Disponible notamment à la bibliothèque McLennan-Redpath et à l'Office national du Film.

ACTIVITÉS culturelles

La Galerie Trois points, située au 372 Ste-Catherine Ouest, annonce le vernissage de l'exposition *Paysages limitrophes*, présentée par trois peintres, Judith Berry, Anne Bertoin et Jennifer Walton. Il aura lieu le samedi 3 février à 14 heures et l'exposition comme telle se poursuit jusqu'au 2 mars. Informations : 866-8008

Après plusieurs semaines de rénovations, le Centre d'histoire de Montréal a rouvert ses portes. Depuis le 27 janvier, vous pouvez visiter la prolongation de l'exposition *Les grands magasins à rayons, cathédrales de la modernité*. Elle y est présentée jusqu'au 11 avril. Le Centre d'histoire de Montréal est au 335 Place d'Youville et est ouvert du mardi au dimanche de 10 heures à 17 heures. Informations : 872-3207

Ce mardi 30 janvier marque l'inauguration d'un tout nouvel espace spectacle, le Cabaret, situé dans l'enceinte du Musée Juste pour rire, au 2111 St-Laurent. À suivre.

Le Centre de créativité des salles du Gesù poursuit les quatre expositions solo des œuvres de Frances Foster, Lise Gauthier, Patricia Gauvin et Ann Smart, artistes en peinture, dessin et technique mixte. Les expositions se terminent le 17 février. Veuillez noter qu'il y aura une visite commentée le 3 février à compter de 15 heures. Informations : 861-4378.

Samedi prochain, on va faire de la luge au Mont-Royal. Alors, si ça vous intéresse...

Hey, members of the Daily Publications Society Board of Directors!
Do you know where you'll be tomorrow at 4:30?

25% OFF
our regular rates for SSMU or McGill ads which
run between February 1 and 29, 1996.

ANNONCES CLASSÉES

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant le publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Etudiant·es et employé·es de McGill (avec carte): \$4.55 par jour, \$4.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$5.70 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples information, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. Veuillez vérifier votre annonce lorsqu'elle paraîtra dans le journal. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. A votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

1-LOGEMENT

A louer grand 2+1 rénové dans cottage NDG près bus 24, 105, 63 et métro Vendôme, meublé et chauffé, 375\$/m. 489-6491 or k33560@er.uqam.ca.

2-DÉMÉNAGEMENT/ENTRPOSAGE

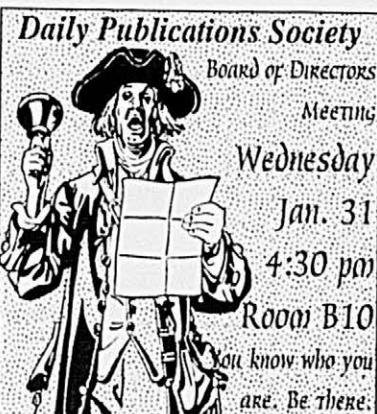
Moving/Storage. Closed van or truck local & long distance. Olt-Tor-Van-NY-Fla-7 days, 24 hours, low rates. Steve 735-8148.

3-AIDE DEMANDÉE

Female Models

Opportunities for all ages and sizes. Fashion, TV, print, film. 633-8605.

Pripstein's Camp, Laurentians: Waterski head, kayak, windsurf, canoe, sail, tennis, gymnastics, basketball, football, soccer, judo, archery, art, beadmaking, pottery instructors. June 25-Aug 14. Fax resume: 481-7863.



Children's camp in Laurentians requires counsellor, instructors for waterskiing, sailboarding, sailing, swimming, canoeing, tennis, baseball, rockclimbing, volleyball, soccer, arts&crafts, drama, music. Telephone 485-1135. Fax resume to 514-485-1124.

5-TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success to all students. WordPerfect 5.1. Term papers, resumes, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 27 yrs. experience. \$1.75/D.S.P., 7 days/week. Campus / Peel / Sherbrooke. Paulette / Roxanne 288-9638/288-0016.

Typing, comprehensive editing of rough/final drafts by experienced editor. Very fast; reasonable rates. Laser printer. HVM editing 485-9275.

6-SERVICES OFFERTS

Experienced editor/proofreader/ writer/tutor. Help with your student papers, theses, manuscripts, resumes translation Spanish/French/English. Call Marian 765-9804 7 Days/week

7-À VENDRE

Stat camera. Itek 540. Good condition, maintained by KBR Graphics. \$2500 or best offer. 398-6790 ask for Mark.

Apple Stylewriter for sale. Like new, hardly used. Purchased spring 95. \$200 or best offer. 398-6790 ask for Marian or Mark.

11-OBJETS PERDUS

Timex watch brown leather band lost on snowy ghetto street. Great sentimental value. Reward \$100. Call 842-0552. (Lorne/Milton/Aylmer/Univ.)

13-ÉDUCATION

French-English USA & Canadian teacher for all cultur. origins all levels, adapt. to your needs help w/writing papers, etc. Translations. Call 933-3984.

14-AVIS

McGILL NIGHTLINE 398-6246
McGILL Nightline open 6pm-3am a confidential and anonymous line. We offer listening, referrals and information. Call at 398-6246 398-MAIN.

GRIP-Québec. Période de remboursement. Tout·e étudiant·e voulant cesser d'être membre du GRIP pourra se présenter au 3647 rue Université, 29 janvier-16 février, 13-17h00, pour demander un remboursement de 3\$.



ELECTIONS

Association des Etudiants et Etudiantes de 2ème et de 3ème cycles de l'Université McGill

Appel de candidat·es pour les postes à l'exécutif suivants:

Président·e
Vice-Président·e à l'administration
Vice-Président·e à l'externe
Vice-Président·e à l'interne
Vice-Président·e aux affaires universitaires
Vice-Président·e aux finances

Et de représentant·es des étudiants·es gradué·es pour les postes suivants:

Sénateur·trice (Ph. D.)
Sénateur·trice (Maîtrise)
Conseil des gouverneur·es

Appel de questions référendaires présentées par les membres:

Tout membre régulier de l'Association des Etudiants et Etudiantes des 2ème et 3ème cycles de l'Université McGill est éligible et peut soumettre des questions référendaires. Les élections, s'il y a lieu, se tiendront à la mi-mars.

La date de tombée pour les nominations pour les postes de l'Association des Etudiants et Etudiantes des 2ème et 3ème cycles de l'Université McGill est:

Mercredi le 7 février 1996, à midi

Vous pouvez obtenir les formulaires de nomination pour les candidat·es ainsi que pour les directives concernant les questions référendaires à la Maison Thomson, au 3650 McTavish; soit au bureau de l'Association des Etudiants et Etudiantes des 2ème et 3ème cycles de l'Université McGill (4e étage), ou à la réception. Les formulaires doivent être retournés au Directeur des élections avant la date spécifique.

Veuillez noter que les membres de l'exécutif de l'Association des Etudiants et Etudiantes des 2ème et 3ème cycles de l'Université McGill reçoivent un salaire annuel de \$6 000.

Information: Gilbert Cabana, Président d'élections

398-4096

398-3756

Gilbert@bio1.Lan.McGill.ca

ENTER THE COMPETITION AND WIN!

one of 5 **hole** limited edition vinyls or one of ten 10-CD Virgin sample packs featuring music from the Smashing Pumpkins, David Bowie and much more...



ask for it



THE EP
A COLLECTION OF B-SIDES,
LIVE MATERIAL AND
OTHER GEMS IN STORES
NOW!



Name: _____

ID number: _____

I read the Daily because: _____

Submit entry to Student Union B-03 by noon Wed. Jan. 31

Winners will be announced in the Thurs. Feb. 1 issue.

McGill en mutation

La Faculté de Musique fait face à une restructuration

DOSSIER
Bianca Robichaud

Avec les coupures de 24 millions de dollars annoncées récemment par l'Université McGill, une restructuration interne de l'ensemble des facultés semble inévitable. La Faculté de Musique, ayant déjà prévu ce dur coup à l'agenda, a entamé depuis septembre dernier une étude sur l'ensemble des programmes offerts.

C'est ainsi que le « Ad Hoc Review Committee », formé de professeurs de la Faculté, a pour mandat d'analyser ses situations financière et pédagogique. « C'est avec l'idée de faire le bilan que ce comité a été mis sur pied », explique le Doyen de la Faculté de Musique, M. John Grew.

Cette réorganisation probable de l'ensemble de la Faculté effraie plusieurs professeurs. Tout en ayant refusé de répondre à toute question par crainte de perdre leur poste, plusieurs d'entre eux qualifient néanmoins cette question de très délicate et préfèrent ne pas l'aborder. D'ailleurs « il est beaucoup plus difficile de faire accepter les changements aux professeurs qu'aux étudiants », explique M. Grew.

Une des polémiques soulevée par cette réorganisation est la charge de travail imposée par le cours de « musicianship » aux étudiants et étudiantes en interprétation. « Il est très difficile de réussir à conserver le très haut standard que la Faculté nous demande pour notre instrument, tout en devant faire tout le travail que des cours comme « musicianship » exigent », explique Elizabeth Francoeur, étudiante en interprétation.

Ce dilemme entre la pratique de l'instrument et l'étude de la musique dans son ensemble, depuis longtemps entendu dans les couloirs de la Faculté, ne semble pas trouver de solution possible. « Le problème avec la Faculté de Musique, c'est que c'est une école professionnelle. Les étudiants doivent tout de même avoir un bagage de connaissances nécessaire pour réussir comme musicien », soutient M. Grew.

Ce cours, qui est des plus controversé, a réussi à soulever une discussion beaucoup plus large et à mettre sur la table le

problème de la surcharge de travail chez les étudiants et étudiantes en interprétation. Plusieurs commentaires se sont fait entendre lors d'une réunion regroupant le corps enseignant ainsi que la communauté étudiante et des suggestions provenant de toute part ont été

émises.

Parallèlement, la Faculté de Musique a invité comme observateur M. David Butler, professeur au département de théorie de l'Université de l'Ohio. Ce dernier avait pour mission de donner certaines recommandations sur le cours de

« musicianship ». « Mon travail ici n'est qu'en tant qu'observateur et personne ne m'a informé de la situation financière de l'Université », indique-t-il. Il reste à savoir si cette observation ne servirait pas aussi à rendre le cours également plus rentable.

Les frais de scolarité des

étudiants et étudiantes en musique est un autre problème que soulève M. Grew. « Ce n'est pas normal de payer seulement 2 000 \$ pour une éducation musicale quand les grandes écoles d'Europe demandent jusqu'à 20 000 \$ par an. » explique-t-il. Selon lui, le problème majeur de l'Université McGill sur le plan économique, c'est qu'aucun âge prédéterminé n'oblige les professeurs à prendre leur retraite. « Dans une telle situation, il n'y a pas de roulement entre les jeunes et anciens enseignants. Nous sommes pris avec des professeurs de 70-75 ans » ajoute-t-il.

Tout en ne participant pas au dossier de révision de la Faculté, M. Grew a néanmoins quelques suggestions à formuler. Par exemple, dans les années à venir, les étudiants et étudiantes de la Faculté pourraient avoir à suivre leurs cours d'instrument en groupe. « C'est une méthode fortement utilisée en Europe et qui donne de très bons résultats » explique M. Grew.

C'est donc sous des allures de révision académique que cette étude sur la restructuration économique semble vouloir être présentée. La population étudiante, qui voit dans cette démarche une chance d'être écoutée, ne voit toutefois que l'extérieur de la situation et risque de ne pas en saisir l'ampleur. Le président de l'Association des étudiants et étudiantes en musique (M.U.S.A), M. Chad Sichello, n'était pas disponible pour répondre aux questions du *McGill Daily français*.

Il ne reste plus qu'à attendre les résultats concrets de l'étude menée par le « Ad Hoc Revising Committee » et de voir les suggestions qui devraient être présentées en avril prochain...



Caricature Pierre Angers-Nguyen

L'armée bosniaque loue des généraux

BRÈVE
Bianca Robichaud

Le Pentagone a approché tout récemment le gouvernement bosniaque pour lui proposer de louer les services d'une société privée américaine du nom de Military Professional Ressources Inc.

(MPRI). Cette société, qui regroupe divers spécialistes militaires à la retraite et qui loue ses services à travers le monde entier, pourrait donner des séances de formation très prochainement en Bosnie.

Les promesses déjà faites par l'administration Clinton empêchent l'armée américaine de jouer un rôle actif dans le réarmement de Sarajevo et oblige donc ces derniers à avoir recours à une

sous-traitance, soit le MPRI. De plus, les Serbes de Bosnie rejettent complètement l'idée que ces derniers viennent s'insurger dans le conflit. Les Etats-Unis participeront cependant à cette formation en fournissant du matériel neuf.

On accuse ainsi les Etats-Unis de vouloir tourner le dos à leurs responsabilités et d'essayer par la même occasion d'ignorer les conséquences d'un tel engagement.